



**RAPPORT DE LA FONDATION  
EUROPÉENNE POUR LA  
FORMATION À LA COMMISSION DE  
L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES  
DU PARLEMENT EUROPÉEN**

**JANVIER 2008**

**FONDATION  
EUROPÉENNE  
POUR LA  
FORMATION**



**L'ETF en 2007**

Tout au long de l'année 2007, la Fondation européenne pour la formation (ETF) a accompli, dans les États voisins de l'UE, des progrès significatifs dans les domaines de l'éducation, de la formation et du développement des ressources humaines, à titre de contribution aux nouveaux instruments d'aide extérieure de l'Union.

Nous avons observé un engagement et des progrès conséquents dans nombre de pays des Balkans occidentaux, de la région Meda et d'Asie centrale, où les efforts de réforme ont débouché sur un renforcement des liens entre le secteur de l'enseignement et le marché du travail.

Au Kirghizstan et dans d'autres pays d'Asie centrale, l'ETF a contribué à renforcer l'apport du secteur de l'éducation et de la formation à la réduction de la pauvreté.

Dans le Sud-Est de l'Europe, les actions que nous avons menées en vue du développement des compétences liées à la gestion d'entreprise ont permis d'instaurer des programmes et cadres d'enseignement orientés vers l'apprentissage tout au long de la vie. Dans la région méditerranéenne également, les projets engagés par l'ETF concernant l'apprentissage de l'entrepreneuriat ont effectivement favorisé le développement de compétences entrepreneuriales.

En tout état de cause, les actions menées par l'EETF en 2007 ont contribué au renforcement de la compétitivité en révélant la manière dont le développement des ressources humaines est susceptible de surmonter les barrières à la croissance, et en faisant en sorte que les investissements consentis dans le secteur de l'enseignement produisent des travailleurs dotés de compétences appropriées aux besoins du marché du travail.

## Information, conseil et analyse politique

L'ETF offre aux pays partenaires une information, une analyse politique et des conseils en matière de développement des ressources humaines. À titre d'exemple, en 2007, nous avons conclu notre recherche en Moldavie, Égypte, Albanie et Tunisie, sur le lien entre migration et développement des ressources humaines. L'étude de l'ETF montre que les migrations vers l'UE au départ des pays concernés ne convergent pas vers les régions où l'on a pu identifier des pénuries de compétences. Pour les migrants qui retournent chez eux, si le fait de vivre et de travailler dans un pays de l'UE procure des avantages certains, ceux-ci ne contribuent pas nécessairement à leur employabilité ou leur participation future à des programmes d'enseignement et de formation. Ces conclusions laissent à penser que l'utilisation accrue des nouveaux instruments européens en faveur d'une plus grande transparence, que sont par exemple Europass ou le cadre européen de qualifications, contribuerait à améliorer le développement des ressources humaines en lien avec la migration.

En 2007, l'ETF a également mené avec des parties prenantes en Albanie, au Kosovo et en Turquie, des analyses conjointes sur les défis que suppose la mise en œuvre de réformes dans les établissements d'enseignement professionnel. Des conclusions de l'analyse, il ressortait notamment qu'à tous les niveaux, la hiérarchie du secteur de l'éducation est susceptible de jouer un rôle plus efficace dans le processus de réforme lorsqu'elle est informée du déroulement du processus de changement et qu'elle est consciente des opportunités et des obstacles potentiels qu'il comporte. L'implication et la consultation des écoles et des enseignants est également un atout. En outre, il est essentiel d'obtenir la participation des inspecteurs scolaires, des chefs d'établissement et de leurs adjoints lorsqu'il s'agit de remodeler la culture institutionnelle des écoles par la création d'un contexte porteur d'améliorations susceptibles d'être intégrées dans les mœurs et les pratiques actuelles.

En Arménie, en Géorgie et en Azerbaïdjan, l'ETF a effectué trois études approfondies sur les progrès en matière de développement des ressources humaines et sur la réforme de la formation professionnelle. Leurs conclusions font état de différences marquées d'un pays à l'autre. En Azerbaïdjan, les réformes émanent du secteur du travail plutôt que de celui de l'éducation, alors qu'en Arménie, le passage d'un système d'aide sur des projets précis à une approche sectorielle est l'occasion de tirer d'importantes leçons en matière d'efforts de réforme. En Géorgie, la réforme est guidée par une stratégie centrée sur les mesures qui doivent permettre de lier plus étroitement enseignement et marché du travail, en recourant notamment aux cadres de qualifications.

L'ETF a également approfondi ses dialogues politiques avec l'Ukraine et la Fédération de Russie à propos du développement et de la mise en œuvre des cadres nationaux de qualifications. En Russie, l'utilisation croissante des résultats et des stratégies d'apprentissage, et le défi que représente le passage d'activités pilote d'envergure régionale à un cadre national fonctionnant à l'échelon des secteurs, constituent autant d'éléments critiques. En Ukraine, également, l'ETF a soutenu l'élaboration de plans initiaux pour la modernisation des qualifications professionnelles et la planification des orientations futures.

## Assistance aux parties prenantes

Tout au long de l'année 2007, l'ETF a collaboré étroitement avec des parties prenantes en vue de renforcer leurs capacités à mettre en œuvre des réformes en matière de développement des ressources humaines et à saisir les occasions offertes par les instruments d'aide extérieure de l'UE. Au Kirghizstan, en vue de renforcer la contribution de l'éducation et de la formation à la réduction de la pauvreté, l'ETF a aidé des écoles d'enseignement professionnel à s'ouvrir aux communautés locales et à devenir des leviers de l'économie locale. Sous la direction de coaches formés par le réseau, les écoles renforcent leurs partenariats avec les acteurs locaux, améliorent les

services qu'ils offrent en matière de formation et affichent une attitude plus entrepreneuriale. Les actions menées jusqu'ici ont consisté à les aider à prendre conscience de leurs propres atouts et faiblesses, à évaluer les besoins de la communauté locale en matière de formation, à assurer la formation continue des professeurs et à élaborer des programmes innovants pour des groupes spécifiques d'étudiants.

Dans le Sud-Est de l'Europe et la région Meda, les projets engagés par l'ETF dans le domaine de l'apprentissage de l'entrepreneuriat contribuent à la mise en œuvre des chartes européennes et Euro-Med des petites et moyennes entreprises et favorisent le développement des capacités entrepreneuriales grâce à l'amélioration des politiques de développement des compétences. À l'initiative de l'ETF, des experts en formation issus de Jordanie et d'Israël ont participé à un voyage d'étude en Suède où ils ont assisté à une formation dans ce domaine.

Dans le Sud-Est de l'Europe, la finalisation du projet sur les compétences essentielles a complété les actions entreprises par l'ETF en matière de développement des compétences entrepreneuriales. Ce projet a

permis à des établissements en Albanie, en Croatie, dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, au Monténégro et en Serbie de voir comment les compétences propres à la gestion d'entreprise et comment la capacité d'«apprendre à apprendre» peuvent être intégrées au programme de l'école secondaire. Les conclusions sont formulées sous la forme d'une série de leçons qui aident les pays partenaires à établir des programmes et cadres d'enseignement plus solidement ancrés dans le concept de l'apprentissage tout au long de la vie.

Tout au long de l'année, l'ETF a organisé, à l'intention de tous les pays partenaires, des ateliers leur permettant de mieux identifier et aborder les réformes nécessaires en matière de développement des ressources humaines. Les sujets envisagés comprenaient: les cadres nationaux de qualifications, les pratiques d'agrément pour les établissements et les programmes d'enseignement professionnel, le recours au développement des ressources humaines dans la lutte contre la pauvreté, la modernisation de l'apprentissage, et l'introduction de systèmes d'orientation de carrière en guise d'aide à la réforme de l'éducation.

## Échange d'informations et d'expériences entre bailleurs de fonds

En 2007, l'ETF a renforcé ses activités d'échange d'informations avec d'autres

bailleurs de fonds impliqués dans le développement des ressources humaines. Elle a poursuivi le dialogue engagé avec la Banque mondiale sur la pertinence de la formation professionnelle dans l'enseignement secondaire et l'impact des cadres de qualifications pour favoriser l'apprentissage tout au long de la vie, particulièrement en Europe orientale et en Asie centrale.

Parallèlement à la collaboration institutionnelle officielle avec la Banque mondiale dans le domaine du développement des ressources humaines, un collaborateur de l'ETF a été dépêché à Washington en vue de partager l'expertise sur les approches sectorielles et sur les récents développements européens en matière d'assistance internationale au développement des ressources humaines.

Un autre collaborateur a été mandaté par l'ETF pour renforcer la collaboration de cette dernière avec l'UNESCO, tandis qu'un troisième collaborateur s'est rendu à Paris en mission à court terme dans le but de coopérer et d'échanger des informations sur les approches adoptées en matière de contrôle et d'évaluation. Au cours de l'année, l'ETF a également travaillé en collaboration étroite avec le British Council sur les initiatives menées par ce dernier dans le Sud-Est de l'Europe, ainsi qu'avec Danida, l'agence danoise d'aide au développement, dans le domaine de la formation des enseignants.

### Contribution à l'aide communautaire

Au cours de l'année, l'ETF a engagé de nouvelles initiatives dans la région méditerranéenne, à titre de contribution à l'aide communautaire dans le domaine du développement des ressources humaines. La délégation de la CE au Caire nous a demandé d'évaluer la situation actuelle du système de formation professionnelle en Égypte et d'apprécier l'impact du programme de réforme de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels de la CE. Les conclusions, soutenues par les parties prenantes, ont été intégrées à la mise en œuvre du projet. C'est la première fois que l'ETF a fourni ce type de services dans la région méditerranéenne, et cette contribution à la délégation de la CE se poursuivra en 2008 puisque l'ETF a été sollicitée pour poursuivre son évaluation du processus de réforme en Égypte.

Dans la région de l'IPA, l'ETF a assisté les parties prenantes des pays partenaires et les délégations de la CE en fournissant un feedback assorti de conseils techniques sur les documents de planification de l'IPA, des rapports sur l'état d'avancement des travaux, des analyses techniques et du matériel issu de projets d'aide de

l'UE. Pour la Commission européenne, l'ETF a également actualisé ses enquêtes et ses analyses des politiques de développement des ressources humaines dans les pays candidats. Au Kosovo, l'ETF a été chargée par la DG Élargissement et l'Agence européenne pour la reconstruction de favoriser le programme IPA 2008 pour l'éducation et l'emploi.

### Travail en réseau et partage d'expériences

La diffusion d'informations, de même que la promotion du travail en réseau et du partage d'expériences et de bonnes pratiques entre l'Union européenne et les pays membres représentent un autre secteur d'activité essentiel pour l'ETF. Dans les pays PEV et en phase de pré-adhésion, l'ETF a poursuivi son action de diffusion d'informations sur les pratiques européennes émergentes en s'appuyant sur son projet «éducation et formation 2010» et sur la discussion sur les cadres nationaux de qualifications. Des voyages d'étude ont joué un rôle prépondérant en permettant aux décideurs des pays partenaires de prendre connaissance de l'expérience des États membres et de rencontrer des décideurs d'autres pays partenaires confrontés aux mêmes défis politiques.

En 2007, l'ETF a engagé un dialogue sur la contribution du développement des ressources humaines à la promotion de l'inclusion sociale dans le Sud-Est de l'Europe. Cette activité a mis en présence des experts nationaux de tous les pays de la région. Elle leur a permis de prendre la mesure de la diversité des initiatives mises en place dans chaque pays et d'échanger des informations à propos des différents types de problèmes rencontrés dans la région. Les approches contemporaines mises en œuvre dans les États membres ont également été évoquées.

Le réseau régional de parties prenantes dans les pays méditerranéens, établi sous l'égide du projet Meda «Éducation et formation pour l'emploi», s'est encore renforcé par le biais des réunions plénières, visites d'étude et ateliers organisés. L'ETF gère ce projet au nom de la Commission européenne dans le cadre de son assistance globale à cette région.

### Analyse de l'efficacité globale de l'assistance à la formation

Dans le courant de l'année, l'ETF a mené, à la requête de la Commission européenne, des évaluations importantes sur l'efficacité globale de l'aide à la formation octroyée dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et en Turquie. L'évaluation a mis en exergue la contribution fournie par l'ETF à la modernisation de l'éducation et identifié les domaines essentiels où cette assistance pourrait être optimisée. Les évaluations ont indiqué que les activités menées par l'ETF étaient pertinentes, conformes aux politiques tant de l'UE que des pays visés et «très appréciées des parties intéressées et des bénéficiaires». Sur le plan de l'efficacité, les fonds de l'ETF ont été «bien dépensés», et, dans chacun des deux pays, le taux de décaissement a été supérieur à 80 %, une belle réussite si l'on tient compte de la taille modeste des projets.

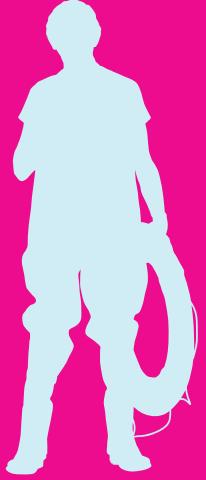
L'ETF a également entrepris une révision de ses méthodes d'identification des projets en effectuant une analyse de 27 spécifications de projet préparées à l'intention de la Commission au cours de la période 2003-2007. Le montant affecté aux projets d'assistance de l'UE aux pays partenaires était d'environ 40 millions d'euros. L'étude a révélé qu'il existe une demande croissante d'aide liée à la politique avec un accent particulier sur l'apprentissage tout au long de la vie. Elle a procédé à une comparaison entre les procédures de l'ETF et celles mises en œuvre par les agences d'aide au développement du Danemark (Danida) et de la Norvège (Norad) et a souligné l'importance croissante de la gestion de la connaissance tant au sein de l'ETF que dans les relations entre celle-ci et ses parties prenantes.

# Perspectives...

En 2008, la Fondation va être confrontée au défi que constitue la préparation à la refonte du règlement. Celui-ci devra définir un cadre formel pour approfondir les questions relatives à l'apprentissage tout au long de la vie et d'autres liées au marché du travail. La refonte du règlement devrait être approuvée sous la présidence française dans le courant du second semestre. Les états financiers à l'appui de cette refonte prévoient un cadre budgétaire qui permettra à la Fondation de mettre davantage l'accent sur les tâches d'analyse politique – ce qui s'accompagnera d'exigences accrues en matière d'expertise et, partant, de création de postes et de développement du personnel.

En 2008, les projets déjà entamés seront consolidés. C'est ainsi, par exemple, que des recherches supplémentaires sur les liens potentiels existant entre une transparence accrue des compétences et la fourniture de migrants qualifiés seront réalisées en Égypte. Les actions de renforcement des capacités au Maroc, au Kirghizistan, en Turquie et en Ukraine se poursuivront dans le cadre du projet d'apprentissage des politiques de la Fondation, tandis que le soutien en matière d'élaboration des politiques dans l'Europe du Sud-Est sera renforcé grâce à un dialogue accru sur le rôle et les apports des mesures en faveur de l'inclusion sociale pour les groupes minoritaires par la modernisation des systèmes d'enseignement et de formation.

La Fondation s'attend également à un intérêt accru de la part des pays partenaires vis-à-vis des questions de qualification et de mobilité telles qu'elles émergent de l'adoption du cadre européen de qualifications. Le développement croissant de l'apprentissage tout au long de la vie et les changements démographiques en cours dans les pays partenaires de la Fondation devraient aller de pair avec un accroissement des besoins d'assistance en ce qui concerne: la formation de partenariats sectoriels formels et informels, l'adoption de mesures visant à promouvoir la transparence en matière de reconnaissance transnationale des qualifications, l'établissement de liens entre différents secteurs de l'éducation, y compris l'enseignement général, l'enseignement professionnel et l'enseignement supérieur, et, en particulier, l'adoption de mesures visant le marché du travail, liées à des politiques d'emploi et au développement des forces de travail.



## Contactez nous

The ETF Communication Unit  
European Training Foundation  
Villa Gualino  
Viale Settimio Severo 65  
I - 10133 Torino

E: [info@etf.europa.eu](mailto:info@etf.europa.eu)  
T: +39 011 630 2222  
F: +39 011 630 2200  
[www.etf.europa.eu](http://www.etf.europa.eu)

